

**ARRETE n°2022-01 du 18 octobre 2022**

**ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL  
AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA**

**Arrêté portant sur le déroulement des opérations électorales pour l'élection des représentants  
du personnel appelés à siéger au sein du Comité Social d'Administration de l'ENSMA**

**LE DIRECTEUR DE L'ENSMA,**

- Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L 951-1-1 ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret n°2016-1782 du 19 décembre 2016 relatif à la transformation de l'ENSMA en EPSCP ;
- Vu l'arrêté du 04 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;
- Vu l'arrêté du 9 mars 2022 portant dérogation à l'utilisation du vote électronique en vue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique de l'Etat, ainsi que sur l'arrêté du 2 mai 2022 portant modification de cet arrêté.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : DATE DU SCRUTIN**

Les élections auront lieu le jeudi 8 décembre 2022 de 9h00 à 17h00.

Les opérations électorales se dérouleront selon le calendrier établi en annexe B.

**ARTICLE 2 : SIEGES A POURVOIR**

Sont à pourvoir :

- 9 représentant(e)s titulaires et 9 représentant(e)s suppléant(e)s, sans distinction de corps ni de filière.

Il n'existe qu'un seul collège de représentants du personnel au comité social d'administration.

La durée du mandat est de 4 ans.

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail sera composée de :

- 9 représentants du personnel titulaires désignés parmi les représentants du personnel du comité social d'administration, titulaires ou suppléants et de 9 représentants du personnel suppléants désignés librement par les organisations syndicales siégeant au comité social d'administration.

## **ARTICLE 3 : LES LISTES ELECTORALES**

### **3.1- La qualité d'électeur**

#### **3.1.1- Dispositions générales**

##### **La qualité d'électeur s'apprécie au 8 décembre 2022.**

L'article 29 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État prévoit que

« I. - Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité social d'administration tous les agents exerçant leurs fonctions, dans le périmètre du ou des services au titre duquel le comité social compétent est institué.

Ces agents doivent remplir, dans le périmètre du comité social d'administration, les conditions suivantes :

- Lorsqu'ils ont la **qualité de fonctionnaire titulaire**, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement, ou par voie d'affectation dans les conditions du décret n°2008-370 du 18 avril 2008, ou de mise à disposition ;
- **Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire stagiaire**, être en position d'activité ou de congé parental. Les élèves et les stagiaires en cours de scolarité ne sont pas électeurs ;
- **Lorsqu'ils sont agents contractuels de droit public ou de droit privé**, bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental ;
- Lorsqu'ils sont personnels à statut ouvrier, être en service effectif ou en congé parental ou bénéficier de toute forme de congé rémunéré ou être accueillis par voie de mise à disposition. Parmi cette catégorie d'agents, ceux effectuant le stage valant essai d'embauche ne sont pas électeurs.

En revanche, ne sont pas électeurs les fonctionnaires et agents en disponibilité, ainsi que les agents accomplissant un volontariat du service civique.

Pour toutes les catégories d'agents, la qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.

#### **3.1.2- Les électeurs**

Pour l'élection au comité social d'administration, le corps électoral comprend les personnels titulaires et stagiaires en activité ou en détachement entrant, et les agents publics contractuels en fonction dans l'établissement.

- **Les personnels titulaires et stagiaires**

L'ensemble des personnels affectés dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont électeurs quels que soient leurs corps d'appartenance.

- a) les personnels administratifs, techniques et de service et les personnels sociaux et de santé en fonction dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.
- b) les personnels enseignants du second degré ;
- c) les personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut universitaire : professeurs des universités et maîtres de conférences (décret n°84-431 du 6 juin 1984), maîtres assistant ;
- d) les ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985) ;

En ce qui concerne les personnels titulaires qui auraient une double affectation, ils sont électeurs dans l'établissement dans lequel ils exercent la majorité de leur temps de service. En cas d'égalité de temps de service passé dans chaque établissement, il convient de se référer au critère de l'antériorité d'affectation.

- **Les personnels contractuels et vacataires suivants**

Sont électeurs les agents contractuels de droit public et de droit privé en fonction dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics scientifiques et technologiques, y compris ceux d'entre eux rémunérés sur le budget de ces établissements.

Sont électeurs :

- les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (décret n° 88-654 du 7 mai 1988) ;
- Les doctorants contractuels (décret n° 2009-464 du 23 avril 2009) ;
- les enseignants contractuels de type second degré (décret n° 92-131 du 5 février 1992) ;
- les contractuels sur contrat post-doctoral (décret n° 2021-1450 du 4 novembre 2021 relatif au contrat post doctoral de droit public prévu par l'article L. 412-4 du code de la recherche);
- les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires (décret n° 87-889 du 29 octobre 1987) peuvent être électeurs s'ils respectent les conditions suivantes : ils doivent disposer d'un contrat d'une durée minimale de six mois depuis au moins deux mois à la date du scrutin, et ne pas effectuer de vacations occasionnelles. Sont considérés comme n'effectuant pas de vacations occasionnelles les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires recrutés après avis du conseil ou de la commission compétente et effectuant au moins 64 heures dans un même établissement. L'acte d'engagement doit prévoir ce volume horaire au titre de l'année universitaire 2022-2023 ;
- les agents contractuels recrutés pour occuper des fonctions techniques ou administratives ou pour assurer, par dérogation au premier alinéa de l'article L.952-6 du code de l'éducation, des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche (article L. 954-3 du même code);
- les agents contractuels recrutés pour occuper des fonctions techniques ou administratives ou pour assurer des fonctions de recherche (article L. 431-2-1 du code de la recherche);
- les autres contractuels recrutés en application des dispositions des articles L. 332-2 et L. 332-3 du code général de la fonction publique ;
- les étudiants contractuels recrutés en application du décret n° 2007-1915 du 26 décembre 2007 pris pour application de l'article L. 811-2 du code de l'éducation
- les agents contractuels de droit privé : il s'agit notamment des contrats aidés, agents de droit local, apprentis...

Sont inscrits sur les listes électorales uniquement les agents contractuels dont le contrat est en cours d'exécution à la date du scrutin (CDI ou depuis au moins deux mois, un contrat d'une durée minimale de six mois ou un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois).

Sont exclus des listes électorales les vacataires occasionnels et notamment les chargés d'enseignement et les agents temporaires vacataires qui n'effectuent que des vacations occasionnelles.

### **3.2- Etablissement des listes électorales**

La liste électorale est établie sous l'autorité et la responsabilité du Directeur. Elle est affichée dans l'établissement le mardi 8 novembre 2022 au plus tard.

Les agents relevant des corps propres des établissements publics scientifiques et technologiques (EPST) qui exercent leurs fonctions dans des UMR demeurent juridiquement affectés dans leur EPST. Ils sont inscrits sur la liste électorale du CSA MESR au titre de leur EPST.

**En ce qui concerne les enseignants-chercheurs en délégation ou mis à disposition dans un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche distinct de leur établissement d'origine pour la totalité de leur temps de travail, ils votent pour le scrutin du CSA MESR au sein de leur université d'accueil. S'ils sont mis à disposition ou délégués pour une partie de leur temps de travail, ils votent dans l'établissement d'origine.**

Pour les enseignants-chercheurs qui exerceraient leur service sur plusieurs établissements, ils sont électeurs au sein de l'établissement dans lequel ils sont affectés.

Pour les agents contractuels qui exerceraient leur service sur plusieurs établissements, ils sont électeurs au sein de l'établissement dans lequel ils exercent la majorité de leur service

Les dispositions de l'article 30 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat prévoient que :

« [...] Dans les huit jours qui suivent la publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans ce même délai, et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

L'autorité auprès de laquelle le comité est placé statue sans délai sur les réclamations.

Aucune modification n'est alors admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur.

Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage. »

Nul ne peut prendre part au vote s'il/elle ne figure pas sur la liste électorale.

Les électeurs sont classés par ordre alphabétique.

## **ARTICLE 4 : CANDIDATURES ET PROFESSIONS DE FOI**

### **Dispositions générales**

Seules les organisations syndicales de fonctionnaires remplissant les conditions mentionnées à l'article L. 211-1 du code général de la fonction publique peuvent faire acte de candidature.

Sont concernées

« 1 ° Les organisations syndicales représentant les agents publics qui, dans la fonction publique où est organisée l'élection, sont légalement constituées depuis au moins deux ans à compter de la date de dépôt légal des statuts et satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance ;  
2° Les organisations syndicales représentant les agents publics affiliées à une union de syndicats de la fonction publique remplissant les conditions mentionnées au 1 °.

Pour l'application du 2°, ne sont prises en compte en qualité d'unions de syndicats de la fonction publique que les unions de syndicats dont les statuts déterminent le titre et prévoient l'existence d'organes dirigeants propres désignés directement ou indirectement par une instance délibérante et de moyens permanents constitués notamment par le versement de cotisations par les membres. »

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent présenter de listes ou de candidatures concurrentes à une même élection. Ce principe, de nature législative, s'applique à toutes les organisations syndicales de fonctionnaires qui font acte de candidature.

Sont éligibles au titre d'un comité social d'administration les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de ce comité.

Toutefois, ne peuvent être élus :



- Les agents en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ;
- Les agents qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de seize jours à deux ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier ;
- Les agents frappés d'une des incapacités énoncées à l'article L. 6 du code électoral.

Ces conditions sont applicables aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires, aux agents contractuels de droit public ou privé ainsi qu'aux agents à statut ouvrier devant être désignés en qualité de représentants du personnel, à la suite d'une élection sur sigle ou en application des dispositions des quatrième à septième alinéas de l'article 20.

### **Dépôt des listes et des professions de foi**

Les candidatures (listes et déclarations individuelles de candidature), les professions de foi et les logos doivent être adressés par courrier recommandé avec avis de réception ou déposés à :

**ENSMA – Secrétariat de Direction (Bât.1 niveau 4 – Bureau A405)**  
**(à l'attention de Mme DELOUCHE)**  
 Télérport 2 – 1 avenue Clément Ader - BP 40109  
 86961 FUTUROSOCPE CHASSENEUIL CEDEX  
**au plus tard le jeudi 27 octobre 2022 à 17h00**

Le dépôt de candidatures fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste ou à son suppléant. Lors du dépôt doivent être obligatoirement mentionnés le nom et les coordonnées (adresse courriel et téléphone) d'un délégué titulaire. Il peut également être fait mention d'un délégué suppléant.

Chaque acte de candidature peut être accompagné d'une profession de foi ainsi que d'un logo si l'organisation syndicale concernée décide d'en établir une. La profession de foi est retranscrite sur une seule feuille recto verso ou recto seul, de 80 grammes maximums au format 21 x 29,7 cm. Cette profession de foi s'accompagne de l'acte de candidature.

L'organisation syndicale devra s'assurer de la lisibilité d'une impression en noir et blanc de la profession de foi pour affichage au format papier dans les endroits dédiés.

En cas de dépôt papier d'une liste de candidat, les professions de foi et le logo doivent parvenir à l'adresse [elections@ensma.fr](mailto:elections@ensma.fr), soit sous format numérique, soit en annexe au dossier de candidature, au plus tard le jeudi 27 octobre 2022 à 17h00, délai de rigueur.

Le délai de vérification de l'éligibilité des candidatures, imparti à l'administration, est ouvert à compter de la date limite de dépôt des candidatures et pendant trois jours. Durant ce délai, l'administration informe le délégué de l'inéligibilité de l'une ou des candidatures. Celui-ci transmet alors, à l'administration dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours susmentionné, les rectifications nécessaires.

En cas de dépôt d'une liste d'union/candidature commune, il n'est désigné qu'un seul délégué titulaire et éventuellement un seul délégué suppléant.

Les professions de foi sont affichées dans l'établissement (panneau d'affichage – hall d'accueil).

### **Dépôt de candidatures communes**

Une candidature commune peut être présentée par au moins deux syndicats affiliés ou non à la même Union (quelle que soit l'intitulé de cette union : fédération...). Une liste commune peut être composée d'unions ou de syndicats représentant les personnels relevant du ministère avec la mention de leur affiliation à une union.

Dans tous les cas, la candidature est clairement désignée sous les noms ou sigles de toutes les organisations syndicales composant la candidature commune (par exemple « candidature syndicat A/syndicat B »). Toutefois, il peut être fait mention, en regard du nom de chaque candidat, du syndicat

au titre duquel celui-ci se présente. La déclaration de candidature est signée par chaque organisation syndicale concernée.

### **Dépôt des déclarations individuelles de candidature (DIC)**

En complément du dépôt des documents susmentionnés, les organisations syndicales doivent remettre, pour chaque candidat, une déclaration individuelle de candidature (DIC) auprès du Secrétariat de direction. Il s'agit d'un document original signé par l'intéressé.

Les éléments, pour chacun des scrutins, devant figurer sur une DIC sont indiqués en annexe du présent arrêté (cf. Annexe F « modèle indicatif de déclaration individuelle de candidature»). Elle devra être signée de manière manuscrite. Les DIC comportant les mentions obligatoires précisées à cette annexe seront acceptées par l'établissement même si elles ne sont pas conformes au modèle proposé par celui-ci.

### **Listes de candidats**

Chaque liste de candidats au CSA d'établissement comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

En application de l'article II, de l'article 9 bis de la loi du 13 Juillet 1983, les listes de candidats présentées par les organisations syndicales doivent comprendre un nombre de femmes et un nombre d'hommes correspondant aux parts de femmes et d'hommes composant les effectifs représentés au sein de l'instance au 1<sup>er</sup> Janvier de l'année de l'élection, soit :

- Part de femmes : 34 %
- Part d'hommes : 66 %

*(Ces données figurent dans la délibération du Conseil d'Administration du 12 mars 2022, accessible sur l'ENT de l'ENSMA).*

En outre, chaque liste de candidats doit comporter un nombre pair de noms au moment de son dépôt. Ainsi, lorsque le calcul des deux tiers ne donne pas un nombre entier, le résultat est arrondi à l'entier le plus proche.

Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats pour un même scrutin. Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes d'un même scrutin.

Chaque organisation syndicale candidate désigne auprès du service en charge des élections un délégué habilité à la représenter lors des opérations électorales. L'organisation syndicale peut désigner un délégué suppléant.

Le délégué peut donc être toute personne électeur ou non, éligible ou non, appartenant ou non à l'administration, désignée par l'organisation syndicale. Il en va de même pour le délégué suppléant.

Les délégués habilités à représenter leur organisation syndicale sont convoqués à une réunion au cours de laquelle ils prennent connaissance des professions de foi. Celles-ci ne peuvent plus dès lors être modifiées. Lors de cette réunion, l'ensemble du matériel de vote sera présenté et soumis à validation de la part des organisations syndicales. Un tirage au sort détermine l'ordre d'affichage.

En complément de l'exemplaire papier, l'exemplaire du bulletin de vote accompagné, le cas échéant de la profession de foi doit parvenir (sous format PDF) à l'établissement qui accuse réception de l'envoi. La taille des fichiers est libre. Il est également possible de les enregistrer en couleur. Toutefois, ils seront reprographiés par l'administration en noir et blanc.

Chaque organisation candidate reconnaît disposer de toutes les autorisations et/ou de tous les droits de propriété intellectuelle requis pour pouvoir utiliser et diffuser le logotype considéré. Elle garantit l'établissement contre toute action ou tout recours éventuel intenté à ce titre.

Les listes de candidats et les professions de foi seront affichées dans l'établissement le mercredi 9 novembre 2022, selon l'ordre d'affichage qui aura préalablement été tiré au sort.

### **Recevabilité des candidatures et éligibilité des candidats**

**La vérification de la recevabilité des candidatures** est effectuée par l'ENSMA. Il devra notamment être vérifié que les candidatures respectent la répartition de candidates et de candidats correspondant aux parts de femmes et d'hommes mesurées au 1<sup>er</sup> janvier 2022 dans l'effectif des agents présents dans le périmètre du CSA d'Etablissement.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs candidatures ne pourraient être regardées comme remplissant les conditions de recevabilité, l'établissement doit en informer, par écrit, le jour même du dépôt des candidatures ou au plus tard le lendemain, le ou les délégués de candidatures concernés.

Les contestations sur la recevabilité des listes déposées sont portées devant le tribunal administratif compétent dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures soit le lundi 31 octobre 2022. Le tribunal administratif statue sous les quinze jours suivant le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif.

**La vérification de l'éligibilité des candidats** est assurée par l'ENSMA. Ce contrôle s'effectue dans un délai de trois jours suivant la date limite de dépôt des candidatures.

A l'occasion de ce contrôle et si un ou plusieurs candidats sont reconnus inéligibles, l'administration est tenue d'en informer sans délai le délégué de liste. Celui-ci dispose d'un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours mentionné ci-dessus pour transmettre les rectifications nécessaires. À défaut de rectification, l'administration raye de la liste les candidats inéligibles. La liste ne pourra alors participer aux élections que si elle satisfait néanmoins à la condition de comprendre un nombre de noms égal au moins aux deux tiers des sièges de représentants du personnel titulaires et suppléants à élire.

### **ARTICLE 5 : CAMPAGNE ELECTORALE**

La campagne électorale débute après la validation des listes de candidats et s'achève le mercredi 7 décembre 2022 à 18h00.

Le nombre de message est limité à deux par organisation syndicale pendant toute la durée de la campagne électorale.

### **ARTICLE 6 : LES OPERATIONS DE VOTE**

#### **6.1- Matériel de vote**

Le matériel électoral comprend :

- Des bulletins de vote ;
- Des professions de foi, le cas échéant ;
- Une enveloppe.

L'utilisation par l'électeur du matériel fourni par l'établissement est obligatoire. L'ENSMA se charge de reproduire l'ensemble des bulletins de vote, des professions de foi et des enveloppes et de les fournir aux électeurs.

#### **6.2- Les opérations de vote**

Un bureau de vote unique est mis en place à l'ENSMA. Il est composé du Directeur de l'ENSMA ou de son représentant, qui préside, d'un(e) secrétaire et de deux ou trois assesseurs désignés par lui. Chaque organisation syndicale désigne un(e) représentant(e) au sein du bureau de vote.

Le bureau de vote siégera à : **ENSMA – Bâtiment A – Salle A106/A107/108 et sera ouvert de 9h00 à 17h00**

Le bureau de vote comporte un ou plusieurs isolements. Il est prévu une urne unique. Le bureau de vote vérifie l'urne qui doit être fermée au commencement du scrutin et le demeurer jusqu'à sa clôture.

### **6.3- Processus de vote**

Le mode de scrutin est un scrutin de liste à un tour. Les sièges sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste. Il est ensuite attribué à chaque liste un nombre de suppléants désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Le vote a lieu à bulletin secret, à l'urne et sous enveloppe.

Le passage à l'isoloir est obligatoire.

L'électeur insère son bulletin de vote dans une enveloppe ne comportant aucune marque ou distinction permettant d'en déterminer l'origine. Il dépose cette enveloppe dans l'urne et appose sa signature sur la liste d'émargement en face de son nom.

L'électeur doit être en mesure de présenter une pièce d'identité ou une carte professionnelle comportant une photo.

Le vote par procuration n'est pas admis.

Seuls les enveloppes et les bulletins de vote fournis par l'administration peuvent être utilisés pour le scrutin.

Chaque électeur vote pour une liste de candidats. Chaque électeur ne peut voter que pour une liste, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

### **6.4- Recensement des votes**

La liste électorale est émargée par l'électeur concerné à l'occasion du vote.

#### **Dépouillement**

Sont considérés comme nuls et n'entrent pas dans les suffrages exprimés les votes émis dans les conditions suivantes :

- Les bulletins blancs ;
- Les bulletins non conformes au modèle déposé ;
- Les bulletins comportant des surcharges ou des ratures ;
- Les bulletins multiples dans la même enveloppe concernant différentes organisations syndicales ;
- Les bulletins trouvés sans enveloppe ou dans des enveloppes non fournies par l'administration.
- Les enveloppes et les bulletins trouvés dans des enveloppes portant une mention ou un signe distinctif ;

Sont considérés comme valablement exprimés et comptent comme un seul vote, les bulletins multiples contenus dans une enveloppe concernant une même organisation syndicale.

A l'issue des opérations de dépouillement, le bureau de vote détermine le nombre de suffrages valablement exprimés, en déduisant les votes déclarés nuls, et arrête le nombre de suffrages obtenus par chaque candidature.

Immédiatement après la fin du dépouillement, le bureau de vote établit un procès-verbal constatant le nombre de voix obtenues par chaque candidature. Le procès-verbal que le bureau de vote établit mentionne :

- Le nombre d'électeurs inscrits ;
- Le nombre de votants ;
- Le nombre de bulletins blancs ou nuls ;
- Le nombre de suffrages valablement exprimés ;
- Le nombre total de voix obtenues par chaque candidature.

Le procès-verbal comporte en outre les éventuelles remarques émises par les membres du bureau de vote.



## **ARTICLE 7 : REPARTITION DES SIEGES**

Le bureau de vote détermine le quotient électoral en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire au CSA d'établissement.

Chaque organisation syndicale a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.

En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, lors du dépôt des candidatures ou au terme de la procédure prévue à l'article 22-II du décret 2011-184 du 15 février 2011, l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats. Les sièges éventuellement restants ne sont pas attribués.

Lorsque pour l'attribution d'un siège des listes obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats au titre du comité social d'administration. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est ensuite attribué à chaque liste un nombre de suppléants désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

## **ARTICLE 8 : RECOURS CONTRE LES ELECTIONS**

Art. 42 décret 2020-1427 :

« Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant l'autorité auprès de laquelle le comité social d'administration est constitué, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative. »

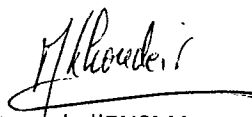
## **ARTICLE 9 : PUBLICITE ET EXECUTION**

La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui est porté à la connaissance des électeur(rice)s par voie d'affichage et tenu à leur disposition sur les lieux de vote.

Il est diffusé sur les espaces Internet dédiés aux élections aux Conseils de l'Établissement.

Le présent arrêté est publié au Recueil des actes administratifs de l'ENSMA.

Fait à Chasseneuil-du-Poitou, le 18 octobre 2022.



Le Directeur de l'ENSMA,  
Majdi KHOUDEIR

# **ANNEXES**

**ANNEXE A** : Calendrier des opérations électorales

**ANNEXE B** : Composition et attributions du comité social d'administration d'établissement

**ANNEXE C** : demande d'inscription sur la liste électorale

**ANNEXE D** : réclamation contre les inscriptions et omissions

**ANNEXE E** : modèle de récépissé de dépôt de candidatures

**ANNEXE F** : modèle de déclaration individuelle de candidature

**ANNEXE G** : modèle de dépôt de liste de candidats

**ANNEXE H** : modèle de bulletin de vote

<b>Mardi 11 octobre 2022</b>	Envoi de la liste des électeurs en amont de la date limite réglementaire.
<b>Mardi 18 octobre 2022</b>	Transmission aux électeurs de la note d'organisation de l'élection
<b>Jeudi 27 Octobre, 17 heures</b>	Date limite de dépôt contre récépissé des candidatures des organisations syndicales (avec profession de foi le cas échéant) Le dépôt de chaque liste doit être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.
<b>Vendredi 28 octobre</b>	Date limite pour remettre la décision d'irrecevabilité d'une liste présentée par une organisation syndicale.
<b>Lundi 31 octobre, 17 heures</b>	Date limite d'information sur l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats auprès du délégué de l'OS concernée.
<b>Jeudi 3 Novembre, 17 heures</b>	Date limite de transmission par le délégué de liste des modifications ou retraits nécessaires.
<b>Mardi 8 novembre 2022</b>	Réunion avec les délégués de liste pour prendre connaissance des professions de foi. Tirage au sort (avec les délégués) de l'ordre d'affichage des candidatures.
<b>Mercredi 9 novembre 2022</b>	Affichage des candidatures (et professions de foi).
<b>Mercredi 16 novembre</b>	Date limite de présentation des demandes d'inscription sur la liste électorale
<b>Mercredi 7 décembre</b>	Date limite d'inscription ou de radiation sur les listes électorales soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé si un événement postérieur au 19 novembre entraîne l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Elle est immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.
<b>Jeudi 8 décembre</b>	Scrutin de 9 heures à 17 heures
<b>Jeudi 8 décembre, 17 heures</b>	- Dépouillement - Proclamation des résultats
<b>5 jours après la proclamation des résultats</b>	Art. 42 décret 2020-1427 : « Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant l'autorité auprès de laquelle le comité social d'administration est constitué, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative. »

## **COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION**

### **Composition**

Le Comité Social d'Administration de l'établissement est composé comme suit :

- L'autorité auprès duquel est placé le CSA, à savoir le Directeur de l'établissement, président du CSA ;
- Le Responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines ;
- Les représentants du personnel, élus pour 4 ans.

### **Attributions**

Le comité social résulte de la fusion entre l'ancien comité technique (CT) et l'ancien comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

À partir de janvier 2023, le comité social est chargé de l'examen des questions collectives de travail à l'échelon duquel il est institué :

- fonctionnement et organisation des services ;
- accessibilité des services et qualité des services rendus ;
- orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- lignes directrices de gestion en matière de mobilité, de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- enjeux et politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;
- protection de la santé physique et mentale, hygiène, sécurité des agents dans leur travail, organisation du travail, télétravail, enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, amélioration des conditions de travail.

C'est une instance dans laquelle les représentants du personnel :

- sont consultés sur les projets de texte relevant du champ de compétence du comité social ;
- débattent avec les représentants de l'administration des orientations générales sur les politiques de ressources humaines ;
- sont informés de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion des ressources humaines.



## ANNEXE C

### Liste électorale - Demande d'inscription

---

#### ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA

Scrutin du jeudi 8 décembre 2022

---

Demande d'inscription sur la liste électorale  
à adresser par mail à : [elections@ensma.fr](mailto:elections@ensma.fr)  
pour le mercredi 16 novembre 2022 au plus tard

Je soussigné(e) :

Civilité (Mme ou M.) : .....

NOM PATRONYMIQUE : .....

NOM D'USAGE : .....

Prénoms : .....

Agent non titulaire et éventuellement corps et grade d'appartenance : .....

Date de recrutement et durée du recrutement : .....

Etablissement ou service d'affectation : .....

Mail : ..... Tel. : .....

demande à être inscrit(e) sur la liste électorale.

Fait à : ..... le : .....

Signature : .....

## ANNEXE D

### Listes électorales - Formulaire de réclamation

---

#### ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA

Scrutin du jeudi 8 décembre 2022

---

Demande de modification de la liste électorale  
à adresser par mail à : [elections@ensma.fr](mailto:elections@ensma.fr)  
pour le lundi 21 novembre 2022 au plus tard

Je soussigné(e) :

Civilité (Mme ou M.) : .....

NOM PATRONYMIQUE : .....

NOM D'USAGE : .....

Prénoms : .....

Mail : ..... Tel. : .....

Etablissement ou service d'affectation : .....

Objet de la demande de modification de la liste électorale : .....

.....

.....

Motif de la demande (le cas échéant) : .....

.....

.....

Fait à : ..... le : .....

Signature : .....

---

**ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA**

**Scrutin du jeudi 8 décembre 2022**

---

**Récépissé de dépôt de candidatures**

Civilité, Nom, Prénom : .....

atteste avoir reçu de ☐ Mme / ☐ M. : .....

délégué (e) de la liste : .....

pour les élections des représentants du personnel au comité social d'administration de l'ENSMA du 8 décembre 2022 :

- ☐ les nom, prénom et coordonnées du délégué de liste, le cas échéant du suppléant
- ☐ la liste des candidats
- ☐ les déclarations individuelles de candidatures (remise obligatoire en version papier)
- ☐ le logo
- ☐ la profession de foi, le cas échéant
- ☐ clé USB le cas échéant :
  - ☐ de la liste des candidats
  - ☐ du logo
  - ☐ de la profession de foi
- ☐ fiche de répartition (en cas de liste commune)

Fait à : ..... le : ..... 2022 , à.....heures

Signature :

Qualité :

**ANNEXE F**

**Modele de déclaration de candidature individuelle**

---

**ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA**

**Scrutin du jeudi 8 décembre 2022**

---

**Déclaration de candidature individuel**

*Indiquez les renseignements concernant votre situation à la date du scrutin.*

Civilité (Mme ou M.) : .....

Nom patronymique : .....

Nom d'usage : .....

Prénoms : .....

Date de naissance : .....

Corps : .....

Grade : .....

Mail : ..... Tel. : .....

Etablissement d'affectation : .....

déclare être candidat(e) à l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration de l'ENSMA sur la liste présentée par (nom de l'organisation syndicale) :  
.....

Nom du délégué de liste : .....

J'ai pris bonne connaissance que je me présente en position ..... (indiquer le rang de classement dans la liste).

Fait à : ..... le : .....

Signature : .....



**ANNEXE G**  
**Modèle de dépôt de liste de candidats**

**ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA**

**Scrutin du jeudi 8 décembre 2022**

**Dépôt de liste de candidats**

Nombre de sièges à pourvoir : 9 titulaires et 9 suppléants

Délégué de liste (Nom/Prénom) : .....

Délégué de liste suppléant (Nom/Prénom) : .....

Dépôt d'une profession de foi : ☐ OUI ☐ NON

Rang de classement	Civilité	Nom d'usage	Prénom
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			

Nombre d'hommes :

Nombre de femmes :

Fait à : ..... le : .....

Signature : .....

**ANNEXE H****Modèle de bulletin de vote – Candidature de liste****ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'ENSMA****Scrutin du jeudi 8 décembre 2022**

**Liste présentée par :** *(nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou de l'union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms des organisations syndicales composant cette candidature) :*

.....

**Logo de l'organisation syndicale et/ou de l'union à laquelle elle est affiliée : facultatif**

Rang de classement	Civilité (M. ou Mme)	Nom d'usage	Prénom	Corps ou agent contractuel	Service
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					

Nombre d'hommes :

Nombre de femmes :